

" Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les députés

Honorable auditoire,

Je saisis cette opportunité pour vous présenter, avant de commencer mon propos, mes meilleurs voeux à l'occasion du nouvel An. C'est aussi un honneur et un grand plaisir pour moi de m'adresser à votre auguste assemblée pour vous présenter, et à travers vous au peuple mauritanien, le bilan de l'action du gouvernement au cours de l'année écoulée et les perspectives pour l'année qui commence. En effet, le gouvernement poursuit sa politique de renforcement du processus démocratique et de l'Etat de droit, de modernisation de l'administration, d'élargissement de l'espace des libertés et de consolidation de la position du pays au niveau international. Il a aussi oeuvré, entre autres réalisations que je vous présenterai de manière succincte, à rationaliser l'exploitation des ressources, à combattre la gabegie et à réaliser les infrastructures au service du développement. Le texte détaillé de ce bilan vous a été distribué.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les députés

Honorable auditoire,

Notre rencontre aujourd'hui intervient plus de trois ans après l'élection présidentielle à l'issue de laquelle le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Abdel Aziz, a obtenu la confiance des électeurs et a amorcé la mise en oeuvre de son programme électoral, qui constitue la référence fondamentale de l'action du gouvernement. Le pays a été transformé en un vaste chantier dans tous les domaines. Ce qui a donné une impulsion au développement socio économique et a eu un impact positif sur l'amélioration des conditions de vie des populations.

J'aborderai le bilan de l'action gouvernementale au cours de l'année écoulée à travers les axes suivants:

1. Les politiques sociales ciblées et le renforcement de l'unité nationale,
2. L'ancrage de l'Etat de droit,
3. Les politiques socio économiques,
4. Le développement des infrastructures,
5. La politique étrangère,
6. Les défis sécuritaires.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les députés

Notre pays a connu, au cours de l'année 2011, l'une des plus sévères sécheresses de son histoire récente, mettant en péril la vie des personnes et du cheptel, dans une conjoncture marquée par une crise économique et financière mondiale, et une hausse importante des prix des produits alimentaires sur le marché international. Devant cet état de fait, la réaction des pouvoirs publics ne s'était pas fait attendre. Car dès septembre 2011, le gouvernement, fort de l'expérience de l'Opération Solidarité 2011, a entamé le processus de conception et de mise en place d'une intervention globale qui permettra de limiter les dégâts. Les résultats, à terme, ont dépassé nos prévisions : le programme Emel 2012, comme réponse à la fois aux menaces qui planent sur la sécurité alimentaire de nos populations et sur la survie de notre cheptel, a été un plan de sauvetage qui a permis, sur les ressources propre de l'Etat, de faire passer une année de sécheresse et de famine annoncée, comme une année presque normale, ce qui a valu à l'Etat les compliments des partenaires et des citoyens.

Sur le plan financier et par rapport aux projections initiales, qui fixaient son coût à 44 milliards d'ouguiyas, le programme a absorbé 30 milliards au 31 Août 2012. L'économie réalisée, 14 milliards d'ouguiyas, montant auquel s'ajouteront 7 milliards supplémentaires, a permis la prolongation du volet boutiques jusqu'au 31 décembre 2012. L'économie réalisée s'explique principalement par la maîtrise des appels d'offres d'une part, et le bon suivi de l'exécution du programme de l'autre.

Au 31 août dernier, le programme Emel avait déjà absorbé 241.000 tonnes de produits, toutes denrées confondues. Une quantité globale de 131, tonnes a été destinée à l'alimentation humaine. Les 1200 boutiques du programme ont bénéficié de 110.000 tonnes de produits alimentaires (huile, sucre, blé, riz et pâtes) ; les stocks villageois de sécurité alimentaire (SAVS) ont reçu 5.500 tonnes de blé, alors que 16.000 tonnes ont été distribuées gratuitement dans les zones les plus pauvres en milieu rural et dans les périphéries pauvres des villes

sur toute l'étendue du territoire national. La prolongation du volet boutiques du programme jusqu'au 31 décembre a absorbé plus de 30.000 tonnes de produits supplémentaires. Ainsi, plus de 271.000 tonnes de produits alimentaires auront été vendues à pris réduits aux plus démunis à la fin du programme. Pour l'année 2013, le Gouvernement a décidé de continuer le volet boutiques, et 15 milliards d'ouguiyas ont été mobilisés à cet effet. Pour l'aliment de bétail, plus de 100.000 tonnes (64.000 de blé et 46.000 de Rakel) ont été vendues aux éleveurs partout dans le pays à moitié prix.

En parallèle, un programme d'hydraulique pastorale, a permis de réaliser et d'équiper 13 forages dans des zones de pâturages et un effort particulier a été consenti en matière de santé animale.

Avec ce programme multidimensionnel et très ambitieux, qui a su mieux cibler les populations nécessiteuses, Emel 2012 aura réussi à:

- faire bénéficier directement 40% de la population de Nouakchott et 30% de la population de l'intérieur du pays des subventions sur les produits alimentaires de première nécessité : une famille qui s'approvisionne régulièrement à partir des boutiques Emel 2012 fait une économie de plus de 16.000 ouguiyas par mois, sur le prix du marché, pour sa consommation quotidienne en produits alimentaires, soit plus de 50% du Smig.
- limiter les alertes nutritionnelles enregistrées annuellement durant cette période, qui n'ont pas débordé des seuils habituellement enregistrés au cours d'une année à pluviométrie normale;
- réduire considérablement la mortalité animale,
- octroyer un emploi à plus de 2.000 diplômés chômeurs,
- permettre au riz national de rentrer pleinement dans les habitudes alimentaires des populations et aider à améliorer sa qualité : plus de 30 000 tonnes de riz de bonne qualité ont été écoulées ;
- améliorer notre expérience en matière d'intervention d'urgence. Une expérience de plus en plus citée comme un cas d'école par la plupart des institutions internationales coopérant avec notre pays.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs les Députés,

Le Département de la justice a inscrit son action dans la droite ligne des orientations présentée devant votre auguste assemblée après les élections présidentielle, à l'occasion de la déclaration de politique générale du gouvernement.

Le département a poursuivi ses efforts de modernisation dans le but de renforcer l'ancrage de l'Etat de droit, de garantir le respect des libertés individuelles et collectives, conformément aux dispositions de la constitution. C'est ainsi qu'un accent particulier a été accordé au secteur pour le rapprocher des justiciables.

L'arsenal juridique, parachevé l'année dernière à travers l'adoption de plusieurs textes, est désormais à la portée de tous à travers la mise en place, au palais de justice de Nouakchott d'une bibliothèque juridique. Un guide du justiciable a en outre été élaboré et mis à la disposition des usagers.

Les efforts pour renforcer les capacités en matière de ressources humaines ont été poursuivis, en mettant l'accent sur la formation des magistrats, des greffiers et de tous les auxiliaires de justice.

Les conditions de détention ont été améliorées dans le but de respecter les normes internationales édictées en matière de respect des droits des détenus. Ainsi, en plus de la réhabilitation de plusieurs établissements, notamment à Aleg, Rosso, Nouakchott et Nouadhibou, le centre de détention des mineurs a été transformé en établissement public autonome.

Ces efforts seront intensifiés et poursuivis pour l'année 2013. L'indépendance de la justice, comme fondement de l'Etat de droit, sera préservée et renforcée et le gouvernement mettra en oeuvre toutes les politiques permettant un accès toujours meilleur, et pour tous les citoyens, au service judiciaire et au droit.

Une attention sera accordée à la déconcentration des services à l'intérieur du pays, par la construction d'un palais de justice à Kaédi, la réhabilitation et l'équipement de plusieurs autres, et des bibliothèques juridiques seront installées à Kiffa et Nouadhibou. La formation continue et le renforcement des capacités vont continuer ; et l'usage de l'informatique sera généralisé.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs les Députés,

La réforme constitutionnelle issue du dialogue politique national constitue une étape décisive dans la consolidation de l'Etat de droit et le raffermissement de notre démocratie. Huit lois organiques ont été adoptées et promulguées, relatives au conseil constitutionnel, à l'élection du Président de la République, à l'élection du parlement, aux partis politiques, l'instauration d'une liste spéciales pour les femmes aux législatives, à l'interdiction des activités politiques aux membres de l'armée et des forces de sécurité, à la criminalisation de l'usage de la force pour arriver au pouvoir et à la mise en place d'une commission nationale indépendante chargée des opérations électorales.

La commission nationale indépendante, conformément aux accords issus du dialogue entre la majorité présidentielle et certains partis de l'opposition, a élaboré son règlement intérieur et entreprend l'exécution du nouveau processus électoral qui adopte la proportionnelle dans 55% des circonscriptions électorales. Par le biais de la nouvelle réforme institutionnelle, la cour des comptes a été relevée au rang d'institution constitutionnelle supérieure, chargée du contrôle des finances publiques avec toutes les garanties d'indépendance. Un projet de loi sur l'organisation et le statut des membres de cette haute cour, matérialisant cette disposition, vous sera soumis dans les plus brefs délais. Désormais, la cour des comptes répond aux standards internationaux et ses actions, ainsi que celles des autres institutions de contrôle, notamment l'inspection générale d'Etat, aideront sans nul doute à un meilleur assainissement de la gestion de nos deniers publics. Cette réforme, consacre une avancée notoire dans notre lutte permanente contre la gabegie et pour une gestion rationnelle et transparentes des finances publiques.

Mr le Président,

Mesdames, Messieurs

Le gouvernement poursuit ses efforts visant à offrir à la presse la liberté et la place qui lui conviennent dans tout système démocratique et pluraliste. Grace à ces efforts, notre pays a été classé à la première place dans le monde arabe pour la liberté de la presse.

En 2012, la libéralisation de l'espace audiovisuel et des médias et la liberté d'expression ont enregistré de grands progrès. En effet, cinq radios privées diffusent actuellement leurs programmes en toute liberté, rehaussant nettement le niveau du débat national et exprimant sa diversité.

Une chaîne de télévision privée émet à partir de Nouakchott et la Haute autorité de la Presse et de l'audiovisuel vient d'octroyer des licences pour la création de trois autres chaînes de télévision privées commerciales.

Pour plus de proximité et d'adaptation du service public, une Radio Jeunesse a été créée au niveau de Radio Mauritanie, en plus de la radio du Coran et des radios régionales. Et pour se conformer au contexte juridique de l'espace audiovisuel actuel, le processus de transformation de Radio Mauritanie et de Télévision de Mauritanie en sociétés anonymes de service public a été complété et leurs structures de gestion mises en place.

La société de télédiffusion de Mauritanie (TDM), prestataire de service au profit de tous les intervenants dans le secteur, a été créée. Elle a été dotée d'une nouvelle station satellitaire de diffusion ayant la capacité d'émettre 14 stations de télévision et 15 radios.

Au niveau de l'aide publique à la presse, la commission chargée de sa répartition a été mise en place et 62 entreprises de presse en ont bénéficié en 2012.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Au niveau du département chargé de l'intérieur et de la décentralisation, les recommandations issues du dialogue politique de septembre -octobre 2011, entre la majorité présidentielle et une partie de l'opposition démocratique, ont été mise en oeuvre. Cela s'est traduit par l'élaboration de textes réglementaires portant, en l'occurrence, sur la révision du code électoral, le renforcement de la proportionnelle, l'interdiction des candidatures indépendantes et l'augmentation de la représentativité au niveau de certaines moughataas.

Autant pour la sécurisation et la fiabilisation des documents d'identification Nationale que pour permettre la mise en place, rapidement, d'une liste électorale fiable, l'Agence Nationale du Registre des Population et des Titres Sécurisés a renforcé ses capacités d'enrôlement à Nouakchott et Nouadhibou, et a étendu ses services à tous les chefs lieux de communes puis à l'intérieur du pays. Actuellement, plus de 1.974.929 mille personnes sont déjà enrôlées, 1.200.000 Cartes Nationales d'Identification produites, ainsi que 36.000 passeports biométriques (ordinaires- de service et diplomatiques). Parallèlement, des centres d'enrôlement ont été ouverts pour le recensement et le contrôle des étrangers résidents dans notre pays. Cette opération permettra, pour la première fois, de disposer des informations sur leur nombre et leurs nationalités.

Conformément à sa première mission, et pour renforcer la sécurité des personnes et de leurs biens, le département a fait face, durant l'année 2012, à des menaces multiples et complexes liées à notre espace sous régional, en particulier le terrorisme, le trafic de drogue et toutes les autres formes de criminalité transfrontalière. Pour faire face à cela, les capacités des forces de l'ordre et de sécurité ont été renforcées et leurs moyens et conditions de travail améliorés.

La protection civile a été renforcée par le recrutement de 120 éléments, l'acquisition de 15 camions pour la lutte contre les incendies et de 11 camions hydro cureurs. Les services de la protection civile ont été étendus à certaines wilayas et seront généralisés sur tout le territoire National. Le Programme National de déminage humanitaire pour le Développement (PNDHD) poursuit ses activités dans les wilayas du nord, en collaboration avec les partenaires des Nations Unies. Les actions de déminage ont été réalisées à 100% à Dakhlet Nouadhibou, 60% à Tiris Zemour. Dans ce cadre, 25 projets générateurs de revenus ont été financés au profit des victimes des mines anti personnelles dans ces régions.

En matière des ressources humaines, et dans le cadre de la politique du gouvernement visant à renforcer et moderniser l'administration, une promotion de 132 jeunes (administrateurs, attachés et rédacteurs d'administration générale) est sortie de l'Ecole nationale de l'administration, de journalisme et de la magistrature

(ENAJM), et leur déploiement a été effectué entre l'administration centrale et territoriale. Une promotion de 40 cadres et agents en langues et en informatique a été aussi déployée au sein des administrations. Sur le plan régional, les moyens financiers de l'administration territoriale ont été rehaussés et les conditions de vie et de travail des autorités administratives améliorées. Il faut noter à ce propos l'acquisition de nouveaux véhicules pour tous les walis, du matériel informatique et de bureau, ainsi que l'augmentation du crédit alloué aux autorités administratives.

En matière des libertés publiques et d'association, le département a délivré des récépissés de reconnaissance à 5 partis politiques et 400 ONG. Pour ce qui est de la décentralisation et du développement local, le département a oeuvré à promouvoir les outils du développement local et le renforcement des capacités des communes. Quand à la réforme du Fonds Régional de Développement (FRD), celle-ci sera parachevée par la mise en place de son mécanisme de financement.

Pour l'année 2013, le département de l'Intérieur et de la Décentralisation poursuivra les réformes de modernisation et de réorganisation de l'administration territoriale et l'amélioration de son cadre institutionnel, ainsi que la consolidation des acquis en matière de décentralisation et de développement local. Le code des collectivités territoriales sera adopté en plus du statut du personnel du ministère qui est en cour de validation.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Dans le domaine de la fonction publique, la loi relative au régime des pensions civiles et la réversion des pensions des femmes fonctionnaires a été promulguée. Le statut de la fonction publique a été assaini par l'adoption de plusieurs textes d'application. L'harmonisation et le rapprochement entre les différents fichiers ont été renforcés et intensifiés, ce qui permettra la numérisation et le scannage des dossiers de l'ensemble du personnel de l'Etat dans les plus brefs délais. Le reversement des agents de l'Etat dans les nouveaux corps de la fonction publique a atteint un stade avancé et sera finalisé une fois l'étude en cours sur la nouvelle grille indiciaire terminée.

Dans le domaine de l'action et de la prévoyance sociale, la CNAM a étendu sa couverture sociale aux fonctionnaires retraités et aux employés des établissements publics. Au cours de l'année écoulée, la caisse nationale de sécurité sociale a déployé des efforts considérables pour assurer plus de proximité aux prestataires. En plus de la possibilité offerte aux citoyens de percevoir leur droit au niveau de leur lieu de résidence, plusieurs infrastructures ont été réalisées pour la médecine du travail.

La modernisation de l'administration a occupé une place de choix dans la politique du département chargé de la fonction publique. C'est ainsi que le gouvernement veille à assurer une meilleure information des usagers et les textes obligent les administrations à leur répondre par des décisions justifiées et dans des délais raisonnables. La lutte contre la mauvaise gestion, la corruption et la gabegie dans la fonction publique a été amplifiée et sera poursuivie au niveau de tous les services de l'Etat.

Dans le domaine de l'emploi, près de 1500 élèves fonctionnaires ont été recrutés par voie de concours et poursuivent actuellement leur formation au niveau des écoles professionnelles.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

En matière des droits de l'Homme, le statut de la CNDH a connu une évolution institutionnelle majeure en 2012, en devenant une " institution consultative indépendante de promotion et de protection des droits de l'homme en Mauritanie ", selon la Constitution. Le rapport annuel de 2011 a été solennellement remis au Président de la République en mars dernier.

En 2012, la CNDH a recentré ses efforts sur le plaidoyer en faveur de l'adhésion de la Mauritanie au protocole additionnel portant prévention de la torture (OPCAT) et la mise en place du mécanisme national qui en découle. Le respect par l'Etat de ses engagements conventionnels, nés de la ratification des conventions internationales, a constitué un autre volet du plaidoyer de la CNDH qui, en la matière, a élaboré et transmis ses propres rapports au comité des droits économiques sociaux et culturels ainsi qu'au comité contre la torture.

La Commission contribuera aussi pour l'instauration d'un climat favorable au plein respect des Droits de l'Homme, en rendant opérationnelle l'aide juridique au bénéfice des démunis. Et après 10 ans de mise en oeuvre du Code du statut personnel et sur l'assistance judiciaire, elle s'engagera aussi, entre autres, à évaluer et à formuler des recommandations visant à favoriser l'émergence d'une jurisprudence qui incrimine et pénalise le racisme, les pratiques esclavagistes et les discriminations à l'encontre des femmes. De même que seront poursuivis, aussi, le parachevement du processus de règlement du passif humanitaire et les différents programmes d'éradication de l'esclavage, de l'exploitation des mineurs. La commission continuera à intensifier les campagnes de vulgarisation des lois relatives aux droits de l'homme, dont la loi portant incrimination et répression des pratiques esclavagistes et le Code de protection pénale des mineurs.

Au titre des activités relevant du Commissariat aux Droits de l'Homme, à l'Action Humanitaire et aux Relations avec la Société Civile, notre pays a ratifié, en 2012, la Convention internationale protégeant les personnes contre les disparitions forcées ; ainsi que le protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants.

Et dans le cadre du suivi de ses obligations contractuelles, notre pays a présenté, au mois de novembre 2012,

son premier rapport sur la mise en oeuvre de la convention relative aux droits civiques, politiques et culturels. La Mauritanie a également participé à la 21ème session du Conseil des Nations Unies pour les Droits de l'Homme. Elle a, par ailleurs, participé aux 51ème et 52ème sessions de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. En 2013, le Commissariat va compléter son plan d'action pour la lutte contre l'exploitation des personnes et les pratiques racistes.

De manière générale, les actions réalisées pour renforcer le respect des Droits de l'Homme ont contribué efficacement à promouvoir l'image du pays au sein des instances internationales concernées, et à raffermir les liens de partenariat avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, principale institution en charge des Droits de l'Homme au plan international. Elles ont aussi contribué à accroître les chances de notre pays d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

En ce qui concerne l'action humanitaire le Commissariat aux Droits de l'Homme, à l'Action Humanitaire et aux Relations avec la Société Civile a réalisé un vaste programme hydraulique qui a couvert 29 localités dans les deux Hodh, le Brakna et le Gorgol et a financé 150 activités génératrices de revenus dans plusieurs Wilaya. L'enveloppe financière globale allouée à ces importantes infrastructures s'élève à 734 mille ouguiyas. Dans le cadre des relations avec la Société Civile, le Commissariat a finalisé l'avant projet de loi relatif aux Associations, dont l'adoption par le gouvernement interviendra incessamment. Dans ce domaine, l'année 2012 a connu, également, le démarrage du Programme Européen d'Appui à la Société Civile, qui est financé à hauteur de sept millions d'euros et qui devra, à terme, permettre, le renforcement des capacités des acteurs de la Société Civile ainsi que leur professionnalisation.

Ce programme a été intensifié durant l'année écoulée au Trarza - Brakna- Grogol- Guidimagha et Assaba. Actuellement, plus de 85% des rapatriés ont accès à l'eau potable, en plus de beaucoup d'activités génératrices de revenus. Plus de 7.606 vaches ont été distribuées aux familles dans les villages et zones d'accueil, 131 magasins et boutiques communautaires ont été ouvertes, 95 moulins à grains et décortiqueuses octroyés, et 113 salles de classe construites. Sans oublier les aménagements hydro-agricoles qui ont concerné 443,6ha.

Au cours de l'année 2013, le Commissariat s'attèlera dans le domaine des Droits de l'Homme à appuyer la finalisation du plan d'action national de lutte contre la Traite des Personnes ; du Plan d'Action contre la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance et à harmoniser la législation nationale avec les dispositions des conventions internationales ratifiées.

Pour renforcer l'unité nationale à travers le règlement du dossier des citoyens déportés en 1989, l'Agence nationale chargée de l'accueil et de l'insertion des réfugiés (ANAIR) a développé un ensemble de programmes continus pour l'appui et la réinsertion de 29.262 mauritaniens rapatriés du Sénégal. Dans ce cadre, 924 familles de militaires ont été indemnisées, 1.067 fonctionnaires ont vu leur situation régularisée à travers l'indemnisation, le droit à la retraite ou la réintégration de ceux d'entre eux qui sont en âge légal de travailler.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

En dépit d'une année marquée par une forte sécheresse, l'économie nationale a su résister aux chocs extérieurs marqués par la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques. Malgré ces défis et la baisse de la production des industries extractives d'environ 14% en raison de la contraction de la demande mondiale en fer et cuivre, la croissance du PIB a atteint 6.2% en 2012 contre 4% en 2011. Ce résultat positif a été obtenu grâce au rebond du secteur rural (agriculture et élevage), à la forte reprise du secteur de la pêche dopée notamment par le niveau des prix, l'amélioration de la production en eau et électricité et le dynamisme du secteur des constructions et de travaux publics.

Au niveau des Finances Publiques, une nette amélioration a été observée en 2012 grâce à l'intensification des efforts de recouvrement des recettes fiscales, notamment minières, et une forte augmentation de l'aide extérieure combinée à une maîtrise des dépenses publiques. Comparé au budget de 2011, celui de 2012 a enregistré une augmentation importante en raison des performances en matière de recettes.

Le budget global a atteint 388 milliards d'ouguiyas, ce qui représente 32,6% du produit intérieur brut. Les dépenses courantes (hors paiement des intérêts de la dette publique) ont atteint 267 milliards d'ouguiyas, ce qui représente une hausse importante en raison de l'augmentation de la rubrique " transferts et subventions ", justifiée par les facteurs suivants:

- l'augmentation de la participation de l'Etat dans le financement du Programme Emel 2012, en particulier sa prolongation jusqu'au 31 décembre,
- la prise en compte des dépenses additionnelles liées à la marge corrective des prix des hydrocarbures, et au différentiel des tarifs d'électricité et du gaz.

Les dépenses d'investissement ont atteint 75 milliards d'ouguiyas orientés vers le développement des infrastructures, la réalisation de grands projets structurants et l'accélération du processus de réalisation des objectifs du millénaire au niveau du secteur de la santé.

Les recettes budgétaires (hors pétrole, dons et allègement de la dette publique) ont atteint 337 milliards d'ouguiyas. Cette évolution positive est due aux efforts consentis en matière de recouvrement des impôts, aux dividendes distribués par la SNIM, à des recettes fiscales et en capital exceptionnelles.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

La politique monétaire mise en oeuvre au cours de l'année 2012 a permis de réaliser l'objectif de stabilité des prix fixé dans le cadre du programme économique du Gouvernement. En dépit du niveau élevé des cours mondiaux des denrées alimentaires et de l'énergie, l'inflation ne devrait pas dépasser 6% en fin de 2012 contre 5,6 % en 2011 du fait de la stabilité des prix des produits de première nécessité, induite par le programme EMEL. Ce résultat a été obtenu en maintenant inchangés le taux d'intérêt directeur et celui de la réserve obligatoire.

La poursuite d'une politique de taux de change flexible a permis de mieux faire face aux chocs exogènes et à préserver la compétitivité de l'économie nationale dans un environnement marqué par la volatilité des prix des produits de base et des mouvements de capitaux.

Au cours de l'année 2012, la position extérieure s'est fortement améliorée. Les réserves de changes de la BCM atteindront à la fin de l'année environ 942 millions USD, soit 7 mois d'importation, alors que l'objectif initial était de 523,5 millions USD ou 3,8 mois d'importation.

Au niveau des paiements extérieurs, la balance commerciale s'est détériorée en 2012 essentiellement à cause du programme EMEL et des besoins d'équipement du secteur minier en profonde mutation. Mais le solde courant et le solde global enregistrent des améliorations grâce aux flux extérieurs constitués d'investissements directs étrangers, de prêts et de dons.

La stabilité du système financier a pu être préservée grâce à un suivi permanent des institutions financières établies dans le pays. Par souci de renforcer la solidité du secteur financier national et sa résilience aux chocs internes et externes, plusieurs actions ont été entreprises au cours de l'année 2012, se rapportant aux engagements sur les apparentés, l'audit externe, le contrôle interne et la solvabilité.

Le programme de mise à niveau des banques par rapport au niveau de fonds propres requis par la loi bancaire se poursuit suivant le calendrier établi. Les audits internationaux de l'ensemble des banques ont été finalisés.

Leur examen aidera à établir un programme pour remédier aux faiblesses identifiées.

S'agissant de la micro finance, l'accent a été mis durant l'année 2012, sur l'examen de l'activité de l'ensemble des Institutions opérant dans ce domaine, ce qui a permis d'engager une action de normalisation de grande envergure donnant parfois lieu à des retraits d'agréments de certaines institutions.

Sur un autre plan, les efforts de redressement du réseau PROCAPEC se sont traduits par une reprise de l'activité de cette importante institution dont le rôle est crucial dans l'accès aux services financiers notamment pour les micros, petites et moyennes entreprises et pour les ménages à faible revenu.

Pour encourager l'épargne et éviter des distorsions dans son système de rémunération, le plancher pour les livrets épargne a été abaissé et les banques sont aujourd'hui en mesure d'offrir des taux d'intérêts libres.

Les actions en faveur de la bancarisation et la concurrence interbancaire ont porté principalement sur l'agrément de nouvelles banques et sur l'implantation de nouveaux guichets à l'intérieur du pays.

Avec l'appui de nos partenaires, la stratégie de développement du secteur a été validée. Cette stratégie assortie d'un plan d'action entrera en vigueur dès son approbation formelle par le Gouvernement dans les semaines à venir. Des avancées significatives ont été réalisées en matière de normes et standards comptables internationaux. La préparation au passage des comptes de la BCM aux normes IFRS est en cours.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

La stabilité et la solidité du système financier reste un objectif prioritaire pour le gouvernement qui poursuivra et renforcera les mesures préconisées par la stratégie de développement du secteur financier dont le plan de mise en oeuvre prendra effet dès le début de l'année 2013 et couvrira un horizon pluriannuel. La supervision du système bancaire et financier sera marquée par le suivi de la mise en oeuvre des recommandations des audits internationaux des banques réalisés en 2012.

Pour prévenir les risques à portée systémique liés à la baisse de la rentabilité des banques en raison notamment de la baisse des taux de rémunération des bons du Trésor et à la concurrence interbancaire, le gouvernement suivra de près l'évolution de la rentabilité des banques. Par ailleurs, la gestion des risques de crédit sera renforcée par la finalisation du programme d'informatisation de la centrale des risques et l'introduction d'un identifiant unique affecté à chaque client.

Pour favoriser le financement de l'économie et doter l'Etat d'un outil majeur de financement et d'appui des politiques de développement, le gouvernement a lancé les activités de la Caisse des Dépôts et de Développement. La Caisse a engagé la mise en oeuvre de sa phase d'installation en 2011 et s'est aussitôt mise à pied d'oeuvre pour appuyer les différents secteurs dans la poursuite des objectifs économiques tracés par le Gouvernement.

C'est ainsi qu'un vaste programme, d'une enveloppe globale de dix milliards d'ouguiyas, a été lancé et couvrira l'ensemble des wilayas en 2013. Ce programme a permis le financement de 231 projets, pour un coût de 364,9 millions et la création de 547 emplois.

La CDD contribue à la conception et à la concrétisation de plusieurs projets structurants confirmant sa vocation de bras opérationnel de soutien aux politiques publiques. Elle participe avec le département chargé de l'habitat et celui des finances au montage du dispositif de financement et de garantie de l'habitat. Elle participe au programme de 600 logements à Zouerat.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Le gouvernement a continué les efforts entrepris pour améliorer le climat des affaires et favoriser l'investissement privé. Par ailleurs, un projet de loi d'habilitation pour la création d'une Zone franche à Nouadhibou visant à faire de cette ville un pôle privilégié d'investissement a été adopté. La loi a été soumise à votre auguste Assemblée au cours de la présente session. Un nouveau Code des Investissements plus ouvert et attractif a été adopté en Juillet 2012. Il prévoit notamment un régime des PME et un régime de Zones Economiques Spéciales pour la promotion de pôles de développement à l'intérieur du pays. Ses décrets d'application sont en cours de finalisation.

Dans le souci d'assurer une gestion efficiente et transparente des ressources publiques, le Gouvernement mauritanien a mis en oeuvre une réforme profonde du système des marchés publics. C'est ainsi qu'un nouveau cadre juridique et institutionnel des marchés publics a été mis en place. Ce nouveau cadre juridique repose sur les principes de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures en séparant clairement les fonctions de passation, de contrôle et de régulation, confiées dorénavant chacune à une structure séparée.

En ce qui concerne la lutte contre la Corruption, l'IGE a procédé à l'exécution de 41 missions de différents types, incluant les missions de contrôle des dépenses publiques, des recettes, d'évaluation et de suivi-recommandations. Ces missions ont concerné en grande partie les secteurs touchant directement les populations. Les résultats de ces missions ont permis d'améliorer sensiblement la gestion des deniers publics. Dans le cadre de l'amélioration de l'efficacité des politiques publiques, le gouvernement a achevé, le schéma d'opérationnalisation du suivi du CSLP III dont un premier rapport de mise en oeuvre pour l'année 2011 est déjà disponible. Dans le même cadre, des programmes régionaux de Lutte contre la Pauvreté (PRLP) pour les régions du Hodh Chargui, de l'Assaba, du Gorgol, du Brakna, de l'Adrar et du Tagant ont été réalisés. Ils font suite à ceux du Hodh el Gharbi, du Guidimakha et du Trarza. Une stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire (SNSA) et un plan d'investissement agricole ont été élaborés et leur validation est en cours.

Concernant les actions en matière d'enquêtes et de recensement, les étapes préparatoires du Recensement Général de la Population et de l'Habitat sont en phase finale et celui-ci devrait démarrer dans les mois à venir et l'"Enquête de Référence Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel " est en cours de finalisation.

Pour favoriser le financement et la mise en oeuvre du CSLP, le gouvernement a mis en accent particulier sur la programmation budgétaire pluriannuelles et la mobilisation des ressources. Ainsi, un Cadre de Dépenses à Moyen terme (CDMT) 2012-2014 a été élaboré et le Programme d'Investissement Public (PIP) 2011-2015 a été actualisé. Les efforts entrepris pour mobiliser les ressources promises au cours de la Table Ronde de Bruxelles, tenue en juin 2010, ont permis de mobiliser près de 80% à la fin de 2012. Ces financements ont surtout profité au secteur infrastructures (routes, aéroports, ports et énergie) ainsi qu'aux infrastructures éducatives et sanitaires.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Pour l'année 2013, le gouvernement mènera une politique favorable à la croissance dont le taux devrait s'établir à 6,4% en termes réels, alors que le déficit budgétaire s'améliorerait considérablement pour se situer à -4,9% du PIB contre -6,1% du PIB en 2012.

Quant au déficit du solde courant de la balance des paiements, il devrait s'améliorer pour se situer à environs 25% du PIB, contre 27,1%, eu égard à la reprise des exportations minières. En conséquence, les réserves de changes devraient se situer à 820 millions de dollars, soit 6,6 mois d'importations. Par ailleurs, le gouvernement poursuivra une politique monétaire active afin de maîtriser l'inflation dont le taux ne dépassera pas 6% en 2013. Comme en 2012, le gouvernement mènera une politique budgétaire visant à améliorer le rendement fiscal, la maîtrise et le renforcement de la qualité des dépenses publiques. La mise en oeuvre de cette réforme permettra d'engranger des recettes de l'ordre de 362 milliards d'ouguiya, soit une augmentation de 8,52% par rapport à la loi de finances rectificative 2012. Cette politique s'appuiera sur une réforme fiscale dont les principaux axes seront la révision de l'Impôt sur les traitements et salaires (ITS), la suppression de l'Impôt général sur les revenus (IGR) et le renforcement de la taxation des produits de consommation non essentiels.

Pour accélérer le processus de développement de notre pays, le gouvernement a décidé d'augmenter le budget consolidé d'investissement de plus de 20% par rapport à la loi de finances rectificative de l'année 2012. Ce budget s'établit cette année à 234 milliards ouguiya, soit l'équivalent de 18% du Produit intérieur brut (PIB) projeté à environ 1.307 milliards d'Ouguiya. Ce budget est financé à 47% par l'Etat, soit une progression de 46,7% par rapport à la loi de finances rectificative 2012.

Pour améliorer le service rendu au citoyen, améliorer la situation financière des agents de l'Etat et assurer un bon fonctionnement du service public, le gouvernement a augmenté les rubriques du budget de fonctionnement liées à ces aspects là. Ainsi la masse salariale augmente de 9,23% et les dépenses en bien services de 11%.

Et pour concrétiser l'importance qu'il donne aux conditions de vie des fonctionnaires et agents de l'Etat, le Président de la République a annoncé, lors de son discours à l'occasion de la 52e commémoration de

l'indépendance, une augmentation des salaires allant de 10 à 30% à partir de janvier 2013. Cette augmentation permettra de rehausser le pouvoir d'achat des fonctionnaires, en particulier ceux qui ont un faible revenu. Les autorités vont en outre procéder à une réforme de l'impôt sur les traitements et salaires (ITS), en relevant notamment l'abattement fiscal de 30000 UM à 60000UM. L'impact de l'augmentation des salaires et de la réforme de l'ITS sera de 7,7milliards UM pour le budget de l'Etat.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

L'organisation et le développement du secteur de l'équipement et des transports constituent l'une des priorités du Gouvernement, qui a mis en oeuvre un plan d'action visant à développer et moderniser ce secteur, en particulier le sous secteur routier, qui joue un rôle important dans l'atteinte des objectifs de développement socio-économique du pays. Par ailleurs, une stratégie nationale de sécurité routière visant à réduire de 25% la fréquence et la gravité des accidents de la route en Mauritanie vient d'être adoptée, elle est assortie d'un plan d'actions prioritaires pour la période 2012-2016. Enfin, la stratégie retenue dans l'élaboration de la politique sectorielle des transports pour la période 2011-2025 est fondée sur un diagnostic du secteur et sur les conclusions des études réalisées en 2006-2007 en les adaptant aux objectifs fixés au secteur par le Cadre Stratégique de lutte contre la Pauvreté (CSLP).

Au niveau des infrastructures, plus de 881 KM de route bitumée ont été réalisés et 1438 KM en cours d'exécution. En plus des travaux d'extension du PANPA, du nouvel aéroport international de Nouakchott, de réhabilitation des aéroports de Sélibaby, de Zouerate. Les dossiers d'appel d'offres de 13 projets routiers sont disponibles et les études sont en cours pour 7 autres projets.

Au niveau du transport aérien, les efforts ont porté sur le renforcement des capacités de MAIL et l'amélioration des conditions de la sécurité aérienne, à travers la mise en place d'un corps de 37 inspecteurs, dont 20 inspecteurs de sécurité. Le département oeuvre aussi à une meilleure exécution des plans d'actions visant à améliorer la sécurité aérienne. Il y a lieu de noter la levée de l'embargo mis sur les vols de la société nationale par l'organisation européenne spécialisée.

Les efforts du gouvernement dans le domaine des transports porteront sur la mise en oeuvre de la lettre de politique sectorielle et les plans d'actions de la stratégie nationale de sécurité routière.

Dans le domaine des infrastructures, le programme routier de désenclavement administratif des chefs- lieux de moughataa sera poursuivi, la densification du réseau de voiries urbaines sera renforcée afin d'augmenter la pénétration du transport collectif dans les quartiers défavorisés, la construction des tronçons manquants de l'axe routier Nord- Sud reliant la frontière algérienne aux frontières du Mali et du Sénégal sera achevée, la continuité du trafic sur la route Tanger-Nouakchott- Dakar -Lagos par la construction du pont de Rosso sera assurée.

Au niveau du réseau routier national, les travaux sont en cours pour la réalisation de plusieurs tronçons bitumés, dont nous citerons à titre d'exemple : Atar-Tijikja, Kiffa-Kankossa, El Ghaira-Barkéol, Cheggar-Male-Essawata, Niabina-M'Bagne, Tiguint-Mederdra, Bombri-Rosso, Fdeirik-Kseir torchane, Néma-Bangou, Nouamghar-Route de Nouadhibou, Emmat Iekariche-Amourj. Dans le même ordre d'idées, des études ont été réalisées concernant les axes : Tijikja-Boumeid en passant par El Ghidia, Kankossa-Ould Yenje-Bouly, Bouly-Sélibaby-Ghabou, Essawata-Barkéol, Amourj-Adel Bagrou, Monguel-El ghabra-Boulehrath, Mbout-Lehrach-Barkéol, Monguel-Bassingdi-Essawata, Tintane -Ain Verba- Touil, Aweinatt Zbil-Djigenni, Kaédi-Maghama.

Par ailleurs, l'étude de réhabilitation du tronçon Tintane-Néma a été achevée et le Ministère s'attelle actuellement à la réalisation des études relatives à l'autoroute Nouakchott-Boutilimit, aux routes Rkiz-Boutilimit, Awjeft-Graret Levrass, Akjout-Bénihab- route de Nouadhibou, et Kiffa -Tamcheket-Aioun, ainsi que les ponts de Kamour et de Kankossa.

Le Bureau National de l'Entretien Routier a acquis une expérience notable dans ce domaine, avec l'exécution du contrat programme qu'il avait avec l'Etat pour la période 2010 - 2012. Et compte tenu de l'importance de l'entretien routier, un nouveau contrat programme a été signé par le gouvernement pour la période 2013 - 2015, au bout duquel le Bureau aura entretenu et réhabilité 3239 Km de routes bitumées et 929 Km de routes renforcées, ce qui représente une augmentation respective de 25% et 13%. Notons que le Bureau a acquis les équipements nécessaires pour faire son travail convenablement.

Au niveau du transport aérien, les acquis au niveau de la sureté aéronautique seront consolidés à travers la formation continue et initiale du personnel concerné, l'ensemble des aéroports seront mis aux normes, la sécurité de navigation aérienne dans l'espace aérien mauritanien sera renforcée et un système de recherche et de sauvetage aéronautique sera mis en place.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Le secteur de l'hydraulique a fait l'objet d'une attention particulière à cause de son importance, afin d'en assurer l'accès aux populations les plus pauvres. Plusieurs projets structurants ont été achevés ou lancés. Nous en citerons le projet d'alimentation en eau potable (AEP) de Maagta Lahjar à partir du Champ Captant de Bouhchichaa, réalisé sur financement propre de l'Etat pour un montant 2,7 milliards d'ouguiyas. Il y a aussi le projet de l'Aftout Echargui qui va alimenter 500 villages en eau potable à partir de Voum Gleita, selon les axes

suivants : l'axe Barkéol - Daghveg - Lahrach ; l'axe Ghabra - Boulahrath 1 et 2 - Oudeyennesse - Rdhaydhi ; l'axe des villages de Kewbate - Leksayba ; et l'axe Monguel - Moyte- Bourate. Le renouvellement et l'extension du réseau de distribution d'eau à Nouakchott a été amorcé, pour des coûts respectifs de 49 milliards et 27 milliards d'UM.

En matière d'hydraulique urbaine, les AEP de Nbeikitt Lahwach a été achevée et la production des villes de Rosso, Aleg, Atar, Kiffa, Nema, Djigueni et Timbédra a été largement renforcée. Les travaux des AEP de Mbout (450 millions UM) et de Chami (250 Millions UM) ont été amorcés.

Dans le domaine de l'Hydraulique rurale et pastorale, l'année 2102 a été marquée par la réalisation 145 AEP dans plusieurs wilayas du pays, l'acquisition de 50 équipements solaires, le lancement des 176 AEP dans différentes localités du pays et la réalisation de 78 forages et puits pastoraux pour un montant de 400 millions UM.

Le secteur de l'hydraulique continuera à faire l'objet d'une attention particulière en raison de son importance dans la lutte contre la pauvreté. Plusieurs projets structurants seront lancés en 2013. C'est notamment le cas des projets du Dhar de Néma (32 Milliards d'UM), de l'alimentation en eau potable de Sélibaby -Gouraye à partir du fleuve Sénégal et de l'achèvement du réseau de distribution de Nouadhibou (1,3milliard d'UM).

En matière d'hydraulique urbaine, l'année prochaine verra le lancement du réseau de Tarhil (1,8 milliard d'UM), le renforcement de la production des villes de Tidjikja, Kobeni, Bassiknou, Gerrou, Kankossa et Boghé.

Pour sa part, l'hydraulique rurale continuera à bénéficier d'un effort particulier. Plusieurs projets d'hydraulique villageoise pour plus de 390 AEP seront lancés dans plusieurs Wilaya notamment.

En matière d'assainissement, les plans Directeurs d'Assainissement des villes de Nouakchott, Nouadhibou, Rosso, Kaédi Kiffa et Akjoujt seront finalisés.

Monsieur le Président,

***Mesdames, Messieurs,**

Les efforts du gouvernement en matière d'électricité ont porté sur la finalisation du projet de construction d'une Centrale à Gaz de 700 MW (phase I de 350 MW). Ce projet prévoit la construction de centrales à cycle combiné de 230 MW qui sera intégrée à la centrale duale de 120 MW de la Somelecdont le marché vient d'être signé. Les études de faisabilité ont été achevées et une société de production d'électricité à partir du Gaz SPEG entre Somelec (40%) et les partenaires miniers Snim (26%) et Kinross (34%) a été créée. Par ailleurs, la centrale Wharf HFO de 36 MW est opérationnelle et l'extension des réseaux basse-tension de Nouakchott, Rosso, Nouadhibou et Tidjikja a été réalisée. En outre, les localités de Vassala, Belgherbane, Taguilalet, Ajouer, Arr, Wompou, Dafort, Adel Bagrou, Nbeika, Teichtaya, El Ghayra, Achram, Nbeikat Lahouach, Nouamgar, et Wali ont été électrifiées; celles de Djeol, Chami, Termessa, Ndiago, et Bouhdida sont en phase de passation des marchés. Dans le domaine des énergies renouvelables, le marché de la centrale éolienne Nouakchott de 30 MW est en cours d'adjudication. Les travaux de construction d'une centrale Photovoltaïque de 15 MW ont débuté en octobre 2012 et doivent se terminer en mars 2013. Les dossiers d'appel d'offres des projets de centrale hybride solaire/thermique de 5 MW à Kiffa et de centrale solaire/hydro/diesel de 2,6 MW dans l'Aftout ont été lancés. En outre, une société de fabrication de panneaux solaires photovoltaïque a été créée, entre l'Etat (40%) un partenaire espagnol (34%) et un privé national (26%).

Dans le domaine de l'électricité et suite aux importants investissements réalisés en 2012, le gouvernement concentrera ses efforts sur l'élargissement du réseau de transport (Construction de 645 Km lignes MT interurbaines), l'électrification rurale décentralisée à travers des plates- formes multifonctionnelles (MTF) et la finalisation de la phase préparatoire du projet de Centrale à Gaz de 700 MW. Et pour assurer l'accès des populations à l'électricité, le gouvernement va réaliser deux centrales, une à Néma (6MW) et l'autre à Adelbagrou (4MW), qui alimenteront le système de pompage de l'eau du champ de Bokla au Dhar. L'électricité sera transportée sur deux axes, l'un passant par Adelbagrou - Amourj - Néma, et l'autre partant de Néma vers Nbeiket Lahouahe.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Dans le domaine minier le gouvernement a amélioré et finalisé le cadre juridique à travers l'approbation des amendements de la loi portant code minier, l'adoption du décret portant réglementation des activités des laboratoires d'analyses de substances minérales et la loi réglementant les conventions minières et approuvant la convention minière type. Par ailleurs, plusieurs activités de promotion ont été menées, notamment Mauritanides 2012 à laquelle ont assisté 3000 participants et 120 exposants. En matière de recherche et d'exploitation, 128 permis d'exploitation ont été attribués dont les deux plus importantes concernent le fer et le Quartz.

Au niveau global, la production de fer a atteint 11,2 millions de tonnes l'année dernière, celles du cuivre et de l'or se situant respectivement à 35.279 et 8.177 tonnes.

La participation du secteur minier au budget de l'Etat a été de 95,5 milliards d'ouguiyas. D'autre part, l'effectif des travailleurs au niveau du secteur minier est de 7.500 permanents et 8.000 non permanents.

En matière d'hydrocarbures bruts, le gouvernement a rénové le cadre juridique pour le rendre plus favorable. La loi portant Code des Hydrocarbures Bruts a été promulguée, ses décrets d'application adoptés et le contrat type d'Exploration-Production approuvé par décret. Par ailleurs, un Cadastre pétrolier a été opérationnalisé et une

Base des données pétrolières a été mise en place. Enfin, le montage juridique et commercial, sous forme d'avenants aux Contrats de Partage de Production (CPP) des découvertes de gaz existantes (Banda, Tiof et Tevet) avec des délais pour se prononcer sur la commercialité ont été obtenus. Huit nouveaux Contrats d'Exploration - Production avec TullowOil, Total, Kosmos et Chariot ont été signés, avec des Bonus de signature de 22 millions d'ouguiya.

Le champ gazier de Banda a été déclaré commercialisable, ce qui permettra de produire de l'énergie à partir du gaz et facilitera sa disponibilité à de bas prix et en quantités suffisantes pour les besoins du secteur industriel. Il faut noter en outre, la déclaration de conformité, en février dernier de la Mauritanie, aux critères de l'initiative internationale pour la transparence des industries extractives (ITIE). Cette décision qui vient confirmer l'amélioration de la gouvernance économique dans notre pays, a contribué à l'amélioration de son classement de vingt points par Transparency International dans son dernier rapport.

Au niveau de la SOMAGAZ, une restructuration de la société et une redistribution du capital ont été effectuées. Et pour assurer l'alimentation du pays en hydrocarbures raffinés, les travaux de réhabilitation du quai pétrolier a Nouadhibou vont commencer incessamment, après l'octroi de son marché.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Le secteur minier continuera à bénéficier d'efforts importants en matière de promotion, de suivi et de contrôle. Dans ce cadre, la convention de BOFAL sera renégociée, le programme d'investissement de la société Mauritania Minerals Company MMC Quartz dans la zone de Nouadhibou sera suivi de près et les brigades régionales de la Police des Mines seront opérationnalisées et effectueront des missions de contrôle et d'inspection systématiques.

Dans le domaine des hydrocarbures Bruts, l'activité portera sur le lancement de la phase de construction par Tullow Oil des infrastructures de production et de transport de Gaz jusqu'au terminal on shore dont la fin des travaux est prévue à la fin du 3ème trimestre 2014, d'une part, et la réalisation de 6 forages on shore et off shore dans le cadre des activités de prospection, d'autre part.

En matière d'hydrocarbures raffinés le cadre institutionnel sera amélioré à travers le développement du partenariat public privé pour la gestion des capacités de stockage.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

En matière d'aménagement du territoire, le gouvernement a continué ses efforts visant à encadrer la sédentarisation en créant des villes nouvelles par l'encouragement des regroupements pour une utilisation rationnelle et efficiente des ressources publiques. Dans ce cadre, les équipements collectifs des localités de N'BeiketLahouach (HodhEcharghi), de Thermessa (Hodh Gharbi), de Bourat (Brakna) ont été entièrement achevés. Ceux de Chami (Dakhlet NDB) sont très avancés tandis que ceux de Boulahrath (Assaba) seront lancés incessamment. Une étude sur l'identification des zones de regroupement sur l'ensemble du territoire national a été engagée.

Par ailleurs, les travaux de mise en place de pôles de compétitivité et délocalisation se poursuivent activement. Ainsi, le projet de Zone Franche à Nouadhibou rentre dans sa phase active et une réflexion sur la création de nouveaux pôles, dont un centré sur le développement et la valorisation des ressources animales, et un autre sur les activités agricoles a été initiée.

Dans le domaine de l'habitat, le gouvernement a élaboré une stratégie nationale de l'habitat visant à favoriser l'accès à la propriété. Cette stratégie a été complétée par le développement d'un partenariat avec des promoteurs internationaux et la préparation de la mise en place d'un Fonds de Soutien à l'Habitat (FSH). Par ailleurs, un programme de construction de 600 logements à Zouérate a été lancé Concernant la restructuration des quartiers précaires, le gouvernement a attribué plus de 86.000 titres de propriété à des ménages à Nouakchott, et mettra en place une base de données relative aux bénéficiaires.

A Nouadhibou et Rosso, les quartiers précaires ont été éradiqué, ce qui s'est traduit par l'accès à la propriété foncière de 9000 ménages qui vivent désormais dans des zones viabilisées et dotées d'équipements collectifs adéquats (éducation, santé, eau, électricité). Les travaux complémentaires de construction de mosquée, de maison des jeunes, de marché, voirie bitumée sont achevés ou en cours. Après l'achèvement de la restructuration des quartiers précaires de Rosso, un programme de ventes de terrains à des prix sociaux a été lancé.

Concernant les autres villes, le programme de restructuration des quartiers précaires avance bien. Ses taux d'exécution sont respectivement de 45%, 98% et 60% à Kaédi, Akjoujt et Zouérate. A Tintane, une solution définitive et satisfaisante, pour tous, a été mise en oeuvre et les travaux d'attribution des lots et de construction des équipements avancent normalement. Par ailleurs, les travaux d'extension et de modernisation des villes de Boutilimit, Boulouar et la construction de la nouvelle ville de Bénichab ont été lancés.

Dans le cadre des programmes pour le développement urbain et l'accès universel aux services de base, les actions suivantes ont été réalisées au cours de l'année passée. Il s'agit de la mise aux normes, densification et extension du réseau électrique à Akjoujt, de la réalisation de 47 000 mètres linéaires de pavage et d'un réseau d'assainissement à Atar et des travaux de construction de 15 Km de voiries à Nouadhibou, de 13 Km à Kaédi, de

9 Km à Kiffa.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Au niveau du secteur des pêches et de l'économie maritime, les recettes directes de l'année 2012 s'élèvent à 6,22 milliards d'ouguiyas, auxquelles s'ajoutent les revenus de l'Accord de pêche RIM-UE estimées, cette année, à 32 milliards d'ouguiyas.

Les exportations des produits soumis au débarquement et commercialisés par la SMCP, au titre de l'année 2012, ont atteint 56,193 mille tonnes pour une valeur de 344 millions de dollars US, contre 48,140 mille tonnes et 300 millions de dollars US pour la même période 2011. Soit une augmentation de 16,7% en quantité et 12,7% en valeur.

Pour ce qui est de l'accord de pêche RIM-UE, il a été conclu le 26 juillet 2012 pour une durée de deux ans. Cet accord a abouti à une amélioration considérable des aspects techniques, et une plus grande intégration de l'activité des navires européens dans l'économie nationale. L'embarquement des marins mauritaniens passe de 35 à 60% et 4% du produit sera réservé aux indigents mauritaniens.

Et conformément à la politique du secteur et pour appuyer les pêcheurs mauritaniens, la capture des céphalopodes a été interdite aux bateaux étrangers. Le nouvel accord générera annuellement un montant de 113 millions d'euros pour deux ans, alors que les revenus des accords précédents, qui duraient trois années, étaient de 84,5 millions d'euros, avec des licences de pêche qui incluaient les céphalopodes.

Au niveau institutionnel, la révision du code de la marine marchande est en cours et le projet de code sera adopté avant la fin de l'année 2013.

Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, l'opération de distribution du poisson sera généralisée en 2013 sur l'ensemble du territoire national. Jusqu'ici elle a profité à plusieurs milliers de ménages, a permis la vente à des prix réduits de 4.500 tonnes de poisson. En outre, le Ministère, par l'intermédiaire de la Délégation à la surveillance des pêches et au contrôle en mer (DSPCM), a procédé à la distribution gratuite de plus de 2.838 tonnes de produits pélagiques aux populations nécessiteuses et aux couches les plus vulnérables.

Le nombre de poissonneries et points de vente de poisson est en augmentation et sera généralisé sur toutes les wilayas dans le cadre d'un projet de distribution de poisson qui bénéficie de l'appui de nos partenaires au développement. Ce projet compte réaliser des usines de stockage d'une capacité de 500 tonnes à Nouadhibou, de 200 tonnes à Nouakchott et 200 tonnes à Kiffa.

Dans le domaine de l'emploi, les mesures d'assainissement de la main d'oeuvre maritime engagées par le département ont permis de cerner le nombre de demandeur d'emploi d'une part, la formation et le recyclage de groupes sans qualification spécifique de l'autre. Ce qui a permis le redéploiement de plus de 1.200 marins et la création de 1.000 nouveaux emplois. Le secteur des pêches génère actuellement environ 40.000 emplois, dont plus de 32.000 dans les filières artisanales. En outre, un nombre important de diplômés chômeurs de différentes disciplines ont été recrutés par les unités industrielles de transformation nouvellement installées.

Dans le domaine de la formation maritime, l'Ecole d'enseignement maritime (ENEMP) et le Centre d'animation de la pêche artisanale (CASAMPAC) ont été redynamisés. L'ENEMP a formé 1.711 élèves, entre officiers et matelots. Le CASAMPAC a assuré la formation de 200 marins pêcheurs qui ont été directement insérés.

Dans le cadre du suivi des navires et des usines, 1.266 visites d'usines et de bateaux ont été effectuées et 4.027 opérations d'inspection des produits de la pêche réalisées. En ce qui concerne les installations des usines de farine de poissons, un cahier de charge strict a été élaboré pour garantir les conditions d'hygiène et de salubrité, prévenir et se prémunir des pollutions.

Dans le domaine de la pêche artisanale, et dans le but d'assainir et de disposer d'une base de données fiable, le département a engagé une campagne de recensement de la flottille de pêche artisanale. Les résultats de ces campagnes ont abouti à l'immatriculation de plus de 6.000 embarcations.

Pour développer les activités de la pêche artisanale et côtière, un projet de construction d'un navire type qui assurera une plus grande sécurité à bord et le confort nécessaire, sera mis en place avant la fin de l'année.

En ce qui concerne les activités de la pêche continentale, une cellule disposant de moyens suffisants sera mise en place au niveau de Fouta Gleïta pour assurer la coordination du développement de cette activité dans le triangle de l'espoir et la zone du fleuve. Dans ce cadre, des pirogues seront distribuées aux coopératives locales.

Dans le domaine des infrastructures, l'extension du Port Autonome de Nouadhibou se poursuit sur un financement de 18,2 millions d'euros avec une extension de 660 m linéaire de quai. Les travaux de mise en place des palplanches sont en phase finale. La réhabilitation du marché du poisson à Nouakchott se poursuit pour faire face à la demande de plus en plus importante sur ce produit.

D'autre part, la première phase des travaux d'enlèvement des épaves sont terminés et ont abouti à l'enlèvement de 76 carcasses de bateaux.

Enfin, et dans le cadre du développement de la pêche artisanale, la zone devant abriter le port de pêche de Tanit a été délimitée. Et dans le domaine de la recherche, l'IMROP a réalisé plusieurs campagnes de recherche pour évaluer les principaux stocks.

Un groupe leader mondial dans la transformation de l'anchois et la sardine va construire une usine à Nouadhibou, pour la valorisation de ces deux espèces. Ce groupe a déjà bénéficié d'un terrain et a transmis au gouvernement l'étude de faisabilité de son projet d'investissement. D'autres projets sont à l'étude. On peut en citer la construction d'une usine de traitement des poissons de surface à Nouadhibou, d'un financement de 50 millions de dollars, qui devrait fournir 700 emplois ; et la création d'un complexe de pisciculture dans la zone sud au kilomètre

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Sur le plan du développement rural, notre pays vient de se doter pour la première fois de son histoire, d'une stratégie de développement agricole intégrée, qui couvre la période allant jusqu'en 2015. Cette stratégie ainsi que la loi d'orientation agricole qui lui sert d'instrument de mise en oeuvre a été présentée à votre auguste Assemblée au cours de son actuelle session.

Concernant la production des céréales, il est prévu qu'elle atteigne 290.000 tonnes durant la saison culturale 2012 - 2013, contre 274.000 tonnes la saison 2011 - 2012, soit une hausse de 6%. Il faut noter à ce propos la bonne tenue de l'agriculture irriguée. Avec l'aménagement et l'équipement de 30.000 ha cette saison 2012-2013, répartie entre les deux saisons (d'hiver 20.000 et d'été 10.000 ha), la production a atteint 82.000 tonnes de riz blanc, contre 60.000 tonnes l'année dernière, correspondant respectivement à 142.000 et 104.000 tonnes de paddy. Ce qui couvre près de 56% de notre consommation nationale en riz.

Sur le plan des Aménagements hydro-agricoles, 3.340 ha ont été aménagés, dont 170 ha au profit des coopératives au Gorgol et au Trarza, 770 ha de nouvel aménagement de la deuxième extension de M'Pourie, en faveur des diplômés chômeurs, 700 ha à Beguemoune, 550 ha à Dakhlet N'teikane, 400 ha à Baylane et 750 ha à Aérembare au Brakna.

En perspective, l'aménagement de 9.047 ha dont les études ont déjà commencé est prévu pour 2013.

En matière de maîtrise d'eau, 13 barrages ont été réalisés, dont 7 dans la zone oasienne et 6 dans la zone d'Afftout Charghi. La réhabilitation de 35 barrages est programmée en 2013, 4 au Hodh charghi, 5 au Hodh El Gharbi, 10 en Assaba, 7 au Brakna, 3 au Tagant, 5 au Gorgol et 1 au Guidimagha).

Pour ce qui est de la diversification de la production, dans le cadre du Programme de Promotion des cultures de la pomme de terre et de l'oignon, la production nationale pendant la campagne maraichère précédente (2011/2012) a atteint environ 1500 tonnes, sur une superficie estimée entre 100 et 125 ha.

La culture du blé, commencée il y a deux ans, continue, pour combler notre déficit de ce produit essentiel. Et malgré les inondations qui ont porté préjudice aux surfaces cultivées, il est prévu que la production atteindra, en 2012-2013, à près de 6454 tonnes, contre 2888 la saison précédente, soit une augmentation de 60%.

Au niveau de l'élevage, dans le cadre de l'objectif d'intensification de la production de ce sous secteur, le département a procédé au renforcement de la ferme d'insémination à Idini ; et l'exécution de la campagne d'insémination a concerné les wilayas du Brakna, du Trarza, du Gorgol, de l'Assaba, du Hodh El Gharbi et du Hodh Charghi. La campagne prochaine permettra d'inséminer 800 vaches, et deux centres d'insémination artificielle seront créés à Kankossa et Mahmouda.

En ce qui concerne la santé animale, la campagne de vaccination a couvert toutes les wilayas du pays. Des parcs de vaccination ont été créés dans 6 wilayas (6 au Hodh Charghi, 9 au Hodh El Gharbi, 4 en Assaba, 4 au Gorgol, 6 au Brakna, 8 au Trarza, 3 au Tagant et 2 au Guidimagha). Il est prévu de construire 43 parcs de vaccination au titre de 2013 et de réhabiliter 6 autres.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Le Département chargé de l'Environnement et du Développement Durable s'est mis très tôt dans une logique de réformes, en s'engageant sur trois thématiques prioritaires : changement climatique, biodiversité et lutte contre la désertification.

Sur le plan institutionnel, plusieurs textes législatifs et réglementaires ont été élaborés. Ainsi, les textes portant sur les instances de coordination intersectorielle de la gouvernance environnementale ont été élaborés, et l'interdiction des emballages plastiques souples a été décrétée. Un Conseil National Environnement et Développement et ses organes subsidiaires en Mauritanie ont été créés.

Pour 2013, il est prévu de prendre les décrets d'application de la loi portant statut spécial du personnel des Eaux, Forêts et Chasse. Un projet de loi sur la gestion rationnelle et écologiquement saine des déchets dangereux en Mauritanie va être préparé ainsi qu'un projet d'arrêté conjoint entre le MDEDD et le ministère des Pêches et de l'Economie Maritime pour la délimitation et le zonage de la baie de l'Etoile. Ces dispositions obligeront les compagnies internationales à prendre en considération la question des pollutions générées par l'exploitation pétrolière avec plus de rigueur dans leurs plans de gestion environnementaux. Un laboratoire chargé du suivi de la qualité environnementale sera créé.

Dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan d'Action de la Stratégie de l'Energie Domestique en Mauritanie, deux objectifs sont visés : être en mesure d'avancer un chiffre exact des quantités de bois et de charbon de bois consommées par les populations et renforcer la gouvernance environnementale aux niveaux local et national.

Il est prévu aussi de lancer un Profil Environnemental de Pays pour la Mauritanie qui permettra de sélectionner les questions relatives à l'environnement qui nécessitent d'être prises en considération dans la mise en oeuvre du nouveau Document de Stratégie Pays (DSP). Le démarrage du projet est prévu pour début 2013.

Le projet de protection des villes côtières contre les risques d'immersion marine continue. Il vise le renforcement du cordon dunaire et le colmatage des brèches, avec une enveloppe financière de 3,5 millions d'Euros. Une expertise en coopération avec les Pays Bas et le ministère de l'Urbanisme relative à la remontée de la nappe

phréatique et les risques d'inondation de la ville de Nouakchott sera mise en oeuvre en 2013.

D'autre part, la promotion et la création de nouvelles aires protégées seront entreprises. Le lancement officiel de ce projet est prévu lors du festival de Tichitt, par la création officielle de l'aire protégée de Guelb Richat.

En matière de Protection de la Nature, un programme national de protection des pâturages et de lutte contre les feux de brousse est une nécessité. Après Plusieurs missions d'évaluation des pâturages, il s'avère nécessaire de réaliser 11.000 Kilomètres linéaires de pare-feu sur les sept Wilaya agro-sylvo-pastorales (les deux Hodh, l'Assaba, le Gorgol, le Guidimagha, le Brakna et le Trarza). A ce jour, 4.380 kilomètres linéaires de pare-feu ont été réalisés et 800 comités villageois ont été mis en place sur les 1.476 prévus annuellement.

Au cours de la campagne de reboisement en cours, le Programme Spécial de Protection de la Ville de Nouakchott (PSPVN) a produit 400.000 plants et 106 200 plants ont été implantés sur une superficie de 266 hectares à la Ceinture Verte de Nouakchott. Par ailleurs, et conjointement avec l'Armée Nationale, le programme a réalisé une plantation de 124 ha sur 277 ha au niveau de Chami (Wilaya de Nouadhibou).

En ce qui concerne le contrôle des plans de Gestion environnementale (PGE) de projets industriels, 23 missions d'inspection pour contrôler le transport en milieu urbain et les substances chimiques utilisées dans le secteur industriel minier ont été réalisées. 14 cas d'infraction au Code de l'environnement ont été constatés, et pour lesquelles des mesures correctives ont été prises.

Le Programme Biodiversité, Pétrole et Gaz, lancé en avril 2012, cherche à intégrer la conservation de la biodiversité marine et côtière dans le développement du secteur des hydrocarbures, à travers un partenariat concerté entre les industries, le gouvernement et la société civile.

Dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations à travers l'accès aux services sociaux de base et de la promotion d'un développement territorial responsable, beaucoup d'infrastructures de base ont été construites et équipées de matériel de production d'énergie renouvelable ou sont en cours d'acquisition. A titre d'exemple, on peut citer la réception et l'inauguration du Centre d'interprétation Environnementale de Chami, et le processus en cours pour alimentation du centre en énergie solaire, la construction de 24 bassins d'eau pour renforcer les capacités de stockage d'eau au profit des populations Imraguen.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Dans le domaine du Commerce, la hausse vertigineuse des prix des produits alimentaires de première nécessité a conduit les pouvoirs publics, depuis 2011, à mettre en place un programme de subvention de ces produits, à hauteur de 50% en moyenne, au profit des populations les plus démunies. Le département a ainsi procédé à l'ouverture de centaines de points de vente des produits de première nécessité lors de l'Opération Ramadan 2012, entièrement exécutée par la SONIMEX. Plus d'un milliard d'ouguiyas a été mobilisé pour cette opération qui a couvert tout le pays. L'expérience acquise au cours des années précédentes, a permis au département de consolider les acquis et d'améliorer ses interventions au profit des populations ciblées.

Par ailleurs, le Projet d'Appui au commerce et au secteur privé (PACSEP), d'un montant de 5 millions d'Euros, a démarré en 2012. Ce projet vise à contribuer au renforcement de la compétitivité de l'économie mauritanienne et à faciliter son insertion dans l'économie régionale (Afrique de l'Ouest et Union du Maghreb Arabe) et mondiale, afin de permettre au pays de tirer un maximum d'avantages de l'Accord de Partenariat Economique entre l'Union Européenne, la région Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Mauritanie.

Au niveau de l'industrie, le Programme Qualité Afrique de l'Ouest a démarré. Il concerne en particulier la formation des cadres de l'administration, la création d'un centre de documentation sur les normes, l'accompagnement des laboratoires pour accéder à l'accréditation et à la certification.

Pour l'artisanat, les travaux de construction de villages artisanaux à Nouakchott, Atar et Kiffa ont été lancés. Ces infrastructures constitueront des pôles pour la commercialisation des produits de l'artisanat. Une stratégie nationale de développement de l'artisanat est en cours d'élaboration.

Le tourisme, malgré son potentiel, connaît un marasme réel depuis quelques années. Pour pouvoir développer les activités de ce secteur en dehors des circuits traditionnels, le projet de développement du tourisme durable, dans les parcs et aires protégées transfrontaliers de la sous-région, a fait l'objet d'une évaluation à Casablanca en février 2012 et a reçu le soutien des partenaires au développement, notamment le PNUD, la BAD et la BID. En matière de promotion, le département a participé, en 2012, à plusieurs manifestations, notamment en Europe et en Asie. En fin, pour restaurer notre image auprès des principaux marchés du secteur, le département a procédé à l'organisation, en octobre 2012, de la troisième édition de "la Mauritanie à Paris" dont l'objectif était de promouvoir les secteurs touristique et culturel du pays.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Dans le domaine de l'action sociale, de la solidarité nationale et de l'appui aux personnes aux besoins spécifiques, le ministère en charge des affaires sociales a continué, durant l'année 2012, son action de prise en charge de l'ensemble des malades indigents évacués à l'étranger (187 malades évacués), au niveau des hôpitaux nationaux (3.046 malades) et des patients dialysés (487 dont 100 nouveaux). Il a procédé aussi à la mise en place d'un projet pilote pour l'assistance et la prise en charge des groupes démunis à Kiffa (identification

de 160 familles indigentes), ainsi qu'à la distribution des aides techniques et des subventions au profit des associations de personnes handicapées dans les wilayas du nord d'un montant de 4 millions d'ouguiyas. Pour augmenter le niveau d'autonomie fonctionnelle des personnes aux besoins spécifiques, le département a pris en charge la scolarisation de 50 enfants à Nouakchott et au Guidimaga. L'école des malentendants a connu une extension à deux nouvelles classes au courant de cette année.

Pour l'année 2013, toutes les actions faites en 2012 en faveur des indigents et des personnes aux besoins spécifiques vont continuer. Le département va procéder à l'extension du projet pilote pour l'assistance et la prise en charge des groupes démunis dans trois autres wilayas.

Dans le domaine de la promotion de la femme et de la sauvegarde de la famille, le Département a procédé à l'organisation et à la mise en oeuvre des programmes de mobilisation et de sensibilisation des femmes sur le genre, la lutte contre les MGF et les droits humains ; sans oublier le traitement et résolution des litiges familiaux. Pour renforcer la médiation sociale, un centre d'écoute et de médiation sociale sera créé à Nouakchott en 2013. Par ailleurs, un projet de financement d'activités génératrices de revenus est déjà en cours à Nouakchott par la répartition d'un fonds de 45 millions d'ouguiyas au profit de 431 femmes chef de ménage. Il sera étendu à Nouadhibou où l'identification est en cours. En 2013, il couvrira les wilayas du Tagant, Adrar, TirisZemour et Inchiri.

Dans le domaine de l'Enfance, des alliances du mouvement national de l'enfance sont installées et leurs plans d'action mis en oeuvre. Une antenne du Centre de Protection et d'Insertion Sociale des Enfants (CEPIS) a été ouverte dans la ville de Nouadhibou. Elle a permis l'insertion de 117 enfants dans des formations professionnelles, 112 dans les écoles et l'intégration de 234 enfants en situation difficile dans leurs familles d'origine. Pour 2013, il est prévu la prise en charge et la réadaptation de 800 enfants en situation difficile par la généralisation des activités du Centre dans les villes qui connaissent ce phénomène ; et d'appuyer les efforts menés par la société civile dans le domaine de la protection et l'insertion des enfants en situations difficiles. Et pour améliorer la qualité des services des structures du préscolaire, 422 filles et femmes ont été formées ou en cours de formation au Centre de formation pour la Petite Enfance (CFPE). Une formation continue sur le nouveau programme de formation et les outils pédagogiques du préscolaire a été assurée à 120 monitrices de jardins d'enfant. 130 jardins d'enfants ont été équipés dans les wilayas et 5 nouveaux construits. 60 monitrices seront recrutées en 2013.

Une promotion de 277 filles et femmes ont été formées à des activités professionnelles (secrétariat, restauration, couture, coiffure, marketing et réparation du matériel informatique) au Centre de Formation pour la Promotion Féminine (CFPF). Toutes ces actions seront poursuivies en 2013.

Dans le domaine de la nutrition et des changements de comportements, un programme de redynamisation des Centres de Nutrition communautaires a été amorcé par la mise en place de 193 nouveaux centres de nutrition communautaires dans les wilayas.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Dans le domaine de la santé publique, le gouvernement poursuit ses efforts pour améliorer l'accès à des soins de qualité sur toute l'étendue du territoire. Ainsi, la construction d'un service spécialisé des urgences à Nouakchott - dont l'équipement a coûté 600 millions d'ouguiyas - a été achevée. Les travaux continuent au niveau des hôpitaux régionaux de Rosso, Kaédi et Nouadhibou et des écoles de santé publiques de Rosso, Sélibaby et Néma ; ainsi que les centres de santé de Tarile 1 et 2 à Nouakchott, de Tenzah à Kaédi et de Termessa. Les chantiers d'extension et de réhabilitation de quatre hôpitaux régionaux continuent l'extension de 13 autres et centres de santé. L'Etat a dépensé 8 milliards 486 millions d'ouguiyas pour ces projets.

Concernant l'équipement des structures de santé, 35 centres, postes de santé et maternités ont été équipés à hauteur de 248 millions d'ouguiyas. Le Centre hospitalier national, le CNC, le Centre hospitalier de Nouadhibou et le laboratoire national de contrôle de qualité ont acquis un matériel radiologique et de laboratoire à hauteur de 834 millions d'ouguiyas.

Conformément aux instructions du Président de la République, le gouvernement a créé une structure chargée de l'accélération du processus d'atteinte des OMD. D'ores et déjà, un budget d'un milliard et 100 millions d'ouguiyas a été affecté à l'acquisition de fournitures médicales, toutes catégories confondues, et d'un parc roulant au profit des structures de santé des wilayas de la zone pilote (HodhGarbi, Gorgol, Guidimaka, Tagant et Adrar).

Afin d'assurer aux malades une prise en charge rapide et adaptée, 16 ambulances ont été achetées et distribuées à Nouakchott et à l'intérieur du pays.

Concernant les malades cancéreux, les infrastructures du CNO ont connu une extension conforme aux normes internationales. Elles ont permis le traitement par chimiothérapie et radiothérapie de 1.075 patients en 2012. Les soins ainsi prodigués sont gratuits à 80%. Une unité de médecine nucléaire sera créée en 2013.

L'amélioration des performances du système de santé en général, et hospitalier en particulier, a permis une régression notoire des évacuations médicales à l'étranger.

Dans le cadre de sa politique visant à garantir la disponibilité de médicaments de qualité sur toute l'étendue du territoire, et pour limiter la spéculation, l'Etat a accordé l'exclusivité de l'importation des antibiotiques, psychotropes et insulines à la CAMEC. Pour cela, une ligne de crédit de trois milliards a été mise en place et un plan de logistique et d'infrastructures aux normes requises est en cours de réalisation. D'autre part, les prix des médicaments ont été uniformisés dans tous les dépôts pharmaceutiques et pharmacies du pays, dont la quasi-totalité est agréée la CNAM. Et la couverture de l'assurance maladie a été élargie aux professions libérales et aux

employés des collectivités locales, faisant augmenter le taux d'adhérents de 16 % en 2012.

Au niveau du Centre hospitalier mère et enfant, une importante extension a été réalisée et le plateau technique amélioré.

Au plan des ressources humaines, le département a recruté 536 professionnels de santé (médicaux et paramédicaux) dont 380 sortants des écoles nationales de santé publique et 230 accoucheuses auxiliaires. Au niveau de la formation continue, 40 médecins poursuivent leurs études de spécialisation à l'étranger et 59 forment la première promotion à l'internat de la faculté de Médecine de Nouakchott. Le département comblera le déficit des professionnels de santé par le recrutement de spécialistes étrangers et la formation de 2000 agents communautaires.

Dans le cadre de la prévention des grandes épidémies et fléaux, notamment pendant l'hivernage, une campagne nationale multisectorielle contre les vecteurs du paludisme et du choléra a été conduite dans les wilayas des deux Hodh, de l'Assaba, du Gorgol, du Guidimaka, du Trarza, du Brakna, du Tagant, de l'Adrar et de Nouakchott.

Concernant la lutte contre le Sida, l'Etat a mis en place un budget de 280 millions d'ouguiyas destiné à assurer la pérennité des activités du Secrétariat Exécutif National. Par ailleurs, le SENLS a continué ses activités de sensibilisation, de dépistage et de prise en charge des personnes vivant avec le virus du sida, notamment les nouveaux cas qui ne sont pas pris en charge par le Fonds Mondial.

En 2013, le gouvernement continuera la mise en oeuvre du Programme National de Développement Sanitaire 2012-2020 et l'initiative présidentielle pour l'accélération des OMD de santé en 2015. Ce qui se traduira par les actions suivantes:

- l'amélioration et l'extension de la couverture sanitaire de base, à travers la construction et la réhabilitation de plusieurs postes et centres de santé ainsi que l'acquisition de 20 ambulances.
- le renforcement des structures hospitalières, notamment le lancement du dossier de construction d'un grand centre hospitalier de 600 lits, la mise en service de plusieurs hôpitaux régionaux, la construction du centre National de Cardiologie et l'équipement de 2 centres régionaux de transfusion sanguine.
- les indicateurs de la santé mère-enfant seront améliorés par la construction et l'équipement de 20 maternités, 10 centres de néonatalogie ainsi que 6 blocs opératoires.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Au niveau de la sécurité alimentaire, le CSA fut chargé de mettre en oeuvre le programme Emel sur toute l'étendue du territoire national, aussi bien en ce qui concerne la composante alimentation humaine que la composante aliment de bétail, en plus de son activité habituelle qui est:

- Le suivi régulier de la situation alimentaire,
 - La distribution gratuite de vivres aux moments difficiles en appui au stock villageois de sécurité alimentaires,
 - La distribution gratuite de 18.831 tonnes de produits alimentaires au profit de 599.500 personnes au niveau de toutes les régions du pays,
 - L'octroi de montants en cash au profit de 28.500 familles pauvres,
 - L'exécution de 332 microprojets dans le cadre du programme vivres contre travail,
 - L'ouverture de 1.845 centres communautaires de nutrition au profit de 93.000 enfants atteints de malnutrition.
- En 2013, le CSA envisage le renforcement du stock de sécurité alimentaire par l'acquisition de 3500 tonnes de blé, la distribution gratuite de 9000 tonnes de vivres au profit de 300 000 personnes démunies, le financement et la réalisation de 70 microprojets VCT et l'ouverture de 600 Centres de récupération nutritionnelle (CRENAM).

Monsieur le Président,

Mesdames , Messieurs,

La plus grande et la plus importante réalisation du département des affaires islamiques est sans doute la publication d'une copie du Saint Coran, avec une écriture mauritanienne, suivant la lecture des gens de Médine (Nafea). Une première édition de 10.000 copies est actuellement en distribution dans toutes les wilayas. Par ailleurs, un appel à participation a été organisé par le Ministère des Affaires Islamiques, en collaboration avec le ministère de l'Habitat pour sélectionner un plan architectural de la grande mosquée qui sera construite prochainement, dans le respect de nos spécificités culturelles et des normes de l'architecture islamique. Compte tenu de la sacralité et de l'importance du rôle des imams comme leader religieux, l'Etat mauritanien a recruté cette année 300 imams de mosquée, en plus des cinq cent recrutés précédemment, ce qui a relevé les dépenses allouées aux imams à 700 millions d'ouguiyas environ. Une attention particulière a été accordée à leur

formation à travers la création d'une section de prêche à l'Institut Supérieur des Etudes et Recherches islamiques.

L'enseignement originel, qui a offert à notre pays sa place honorable, continue sa mission de propagation du savoir. Dans ce cadre, des missions de prêche et de fatwa ont sillonné un certain nombre de pays africains, dans le but d'enseigner aux musulmans de ces pays les préceptes de leur religion. L'enveloppe des subventions destinées aux chefs de mahadras a dépassé 200 millions d'ouguiyas en 2012.

Dans le domaine de la lutte contre le fanatisme et l'extrémisme, une rencontre des Ministres des affaires islamiques des pays de l'Union du Maghreb Arabe a eu lieu à Nouakchott, autour du thème de " l'islam sunnite modéré et l'immunisation des sociétés maghrébines ". Cette rencontre a permis de mettre au point une stratégie globale dont la mise en oeuvre aidera sans doute à éradiquer ce fléau. C'est l'occasion de mentionner le rôle dynamique que jouent les médias en général dans ce domaine, en particulier la Radio du Coran.

En ce qui concerne l'alphabétisation, plus de 10 mille adultes ont été alphabétisés, et autant sont actuellement enregistrés dans les centres d'alphabétisation. Un nombre important de superviseurs a été recruté, des supports éducatifs ont été produits et des manuels révisés.

La Faculté des Sciences Islamiques joue un rôle important dans le domaine de la propagation du savoir islamique et la modernisation de ses méthodes d'enseignement. Cette faculté a recruté seize professeurs universitaires des différentes spécialités, et la construction des locaux de l'administration, de la mosquée, du restaurant, des amphithéâtres et des salles de cours est achevée.

Le département poursuivra ses efforts en 2013 pour une meilleure organisation des obligations religieuses, en particulier le pèlerinage, dans le but d'assouplir et de faciliter son exécution. Eu égard à l'importance de l'encadrement des imams et les services fournis par la mosquée, le département poursuivra le développement et la modernisation de cette institution. Le ministère continuera d'oeuvrer pour la création de nouveaux instituts, de mahadras modèles dans les wilayas, et l'élargissement de la capacité d'accueil de l'Université à travers la création d'une faculté de théologie. Il est également prévu de rénover et réglementer certaines activités religieuses dans le but d'améliorer les conditions de leur accomplissement et d'organiser et maîtriser leurs formalités.

Monsieur le Président

Mesdames, Messieurs,

Pour le département de la Culture, de la Jeunesse et des sports, l'année 2012 a été marquée par l'adoption d'une stratégie pour le département et l'organisation de 63 festivals. L'institut National de Recherches Scientifiques a repris ses activités de collecte d'information dans le domaine archéologique et la protection des manuscrits. Un programme de développement de la musique a été adopté.

Dans le même contexte, deux Associations ont été créées, l'une pour le théâtre, l'autre pour les éditeurs, et ont bénéficié de l'encadrement nécessaire. Les musées privés ont également bénéficié de formation et d'appui. Une autorisation a été accordée au musée de Tweizegt, et celle du musée de Mteilish est en cours.

L'adoption de la politique nationale dans le domaine de la jeunesse a permis la création de fédérations de jeunes au niveau de toutes les moughataa du pays, pour promouvoir la participation des associations de jeunesse aux activités multiples, dont le nombre a dépassé 1920 au cours de l'année 2012. Ces associations ont contribué à la célébration des semaines régionales et aux activités au niveau des moughataas, ainsi qu'aux actions de volontariat visant à enraciner la notion de citoyenneté.

Après l'instauration d'une journée nationale des jeunes et l'organisation du marathon international à Nouakchott, et pour promouvoir le sport et améliorer les performances de nos sportifs, un important appui a été apporté à la Fédération Nationale. Une importance particulière a été accordée au football, un entraîneur international a été recruté, des équipes juniors et cadets ont été formées. Notre équipe de cadets a participé à la coupe arabe et se prépare à participer à la coupe d'Afrique. Le Centre de Formation des Cadres de la Jeunesse et des Sport poursuit sa mission de formation. Une promotion de 85 inspecteurs de jeunesse et de sport vient de sortir du centre, alors que 50 autres poursuivent leur formation ; une autre promotion sera recrutée prochainement. Par ailleurs, les subventions accordées aux organisations collectives en 2012 ont dépassé 260 millions et devraient améliorer leurs performances et assurer leur pérennité.

Sur le plan organisationnel, le Département de la Culture, de la Jeunesse et des sports a accusé un important progrès institutionnel, par l'élaboration de textes réglementaires fondamentaux. Une importante action a également été entreprise pour développer la coopération bilatérale et multilatérale, des accords de financement ont été signés avec l'Union Européenne et des cadres de coopération avec des pays amis ont été élaborés.

Le programme de réhabilitation et de construction d'équipements publics, en collaboration avec le Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire, a atteint un taux d'exécution de 90%. Cinq stades à Néma, Kiffa, Zouérate et Boghé, d'une capacité de 1000 places, ont bénéficié de ce programme, 4 maisons de jeunes ont été construites à Nouakchott, Nouadhibou, Akjoujt et Aïoun. Un appel d'offres a été lancé pour la construction d'un complexe olympique à Nouadhibou, d'une capacité de 5000 places. L'étude relative à la construction d'un espace sportif à Nouakchott a été achevée, et sa proposition pour financement est en cours. D'autre part, le Ministère a transmis au Ministère des Affaires Economiques et du Développement les dossiers des grands édifices (le palais de la culture et le complexe musical, le stade de 20 000 places) pour la mobilisation des ressources nécessaires.

Pour faire face aux difficultés que rencontre le département, notamment le déficit criant en ressources humaines, un plan d'action a été élaboré pour 2013. Il repose sur la mise en place d'un cadre de concertation entre les différents acteurs, dans le but d'encourager la création d'associations spécialisées de jeunes sur l'ensemble du

territoire national, et la recherche de financements et de partenariats pour la réalisation de projet prioritaires pour les jeunes ; encourager les activités sportives, les spectacles ; promouvoir les différentes spécialités sportives, afin d'appuyer la participation de notre pays aux compétitions internationales et développer les sports d'équipes. Une cellule chargée de la protection des droits d'auteur sera créée pour préserver les droits des artistes, des écrivains et des initiateurs d'activités artistiques et culturelles. Le département continuera à adapter son appareil réglementaire et juridique à l'évolution des nouvelles technologies, et à répertorier et assurer la maintenance de notre patrimoine matériel et immatériel. Une attention particulière sera également accordée à la formation du personnel et à la poursuite du programme national de dotation des wilayas de structures sportives multidisciplinaires. Dans ce cadre, le Département de la Culture, de la Jeunesse et des sports envisage de recruter des artistes pour l'Institut Mauritanien de Musique, de construire des Maisons des Jeunes à Ould Yenjié, Boutilimit, et NbeiketLahwach, des stades de 1000 places à Rosso, Aïoun, Tijikja, Aleg et Seilibaby. Il est prévu aussi de doter toutes les structures culturelles, de jeunesse et de sport sur l'ensemble du territoire national d'énergie solaires. Deux musées seront créés à Ouadane et Tichit, et notre pays présentera sa candidature d'adhésion au Comité du patrimoine Mondial. Le département compte acquérir des logiciels pour transférer les enregistrements existants sur support numérique, élargir le Musée National, mettre en place une base de donnée numérisée des manuscrits et documents anciens et du patrimoine oral ; et de créer deux musées spécialisés à Néma et Koumbi Saleh.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Dans le domaine de l'Education et de la Formation, le Ministère d'Etat a déployé des efforts considérables pour promouvoir et généraliser l'éducation, améliorer ses performances, élargir et améliorer l'offre de formation, promouvoir l'excellence et absorber le nombre croissant d'élèves et étudiants. Dans ce cadre, le Ministère d'Etat a construit 15 établissements secondaires, 20 écoles et 1000 salles de classe sur l'ensemble du territoire national, en plus de la réhabilitation et l'extension de 68 écoles à Nouakchott. Les travaux de construction du campus universitaire sont en état d'exécution avancé, et il est prévu de réceptionner certain de ses composantes en mars 2013.

Les effectifs des élèves au fondamental ont atteint 481.487 cette année contre 476.415 en 2010-2011, dont 50,8% de filles. Les effectifs des écoles fondamentales privées s'est élevé à 71.104 élèves, soit 12,86% de l'effectif total, contre 11% seulement 2010-2011.

Ces données démontrent l'augmentation soutenue de l'offre et de l'accès au niveau de la base du système, dans le but d'atteindre l'accès universel à l'horizon défini par les objectifs du millénaire pour le développement. Les admis au concours d'entrée en première année du secondaire a atteint 29.605.

L'effectif des élèves de l'enseignement secondaire général public est passé 90.570 en 2010-2011 à 113.460 en 2011-2012, ce qui représente une augmentation de 25,27%. Quant aux effectifs des établissements privés en 2012, ils s'élevaient à 37.994 élèves, soit 33,5% de l'effectif total. Le pourcentage d'admis au BEPC est passé de 25% en 2011 à 45,09% en 2012.

Le taux de réussite au baccalauréat cette année a montré que les élèves de la nouvelle réforme ont de meilleurs résultats comparativement aux élèves de l'ancien système. Les évaluations des résultats obtenus par des lauréats du baccalauréat série scientifique et mathématique ont été mieux que ceux enregistrés l'année dernière. A l'époque, ces résultats ont été considérés comme une exception. Cela prouve que la politique de la promotion de l'excellence poursuivie par le secteur produirait un changement dans le fond.

Pour atteindre l'objectif de la diversité de l'offre d'une formation de qualité au service du développement, des établissements d'enseignement supérieur multidisciplinaire ont été créés. Il s'agit de : l'institut supérieur pour la formation professionnelle, l'institut supérieur pour l'enseignement technique, l'école des métiers de génie civil, l'université des sciences, des technologies et de médecine et l'institut supérieur de comptabilité et de management.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

En attendant la proposition d'une solution dans le cadre des états généraux de l'éducation, un certain nombre de mesures complémentaires ont été prises pour renforcer les activités menées au cours de l'année écoulée, dont on peut citer principalement:

- Le renforcement de l'encadrement pédagogique de proximité pour la mise en oeuvre du statut particulier du corps des inspecteurs de l'enseignement secondaire adopté récemment. Ce renforcement sera opéré à travers la décentralisation du contrôle, du suivi et des inspections pédagogiques et par la mise des inspecteurs à la disposition des directions régionales,
- La généralisation des lycées techniques au niveau des capitales des wilayas et la mise en place d'un mécanisme pour la sélection des élèves qui seront orientés à ces écoles.
- L'amélioration de la gestion et du suivi du mouvement des enseignants au niveau des secteurs public et privé,

- La poursuite de la stratégie de regroupement des écoles incomplètes à travers des mesures d'incitation en faveur des écoles regroupées, dans le but d'améliorer le niveau de prise de conscience de l'importance de ce regroupement. En effet, le regroupement a pour objectif d'éradiquer de façon progressive le phénomène des écoles incomplètes et son impact négatif sur la gestion de l'opération pédagogique,
- La refonte et la production d'outils de gestion du système du suivi/évaluation des directions d'écoles,
- La poursuite de la politique de l'amélioration de l'offre scolaire à travers l'extension des établissements et la création de nouvelles infrastructures et l'acquisition du matériel didactique nécessaire,
- La mise en place des mesures garantissant la rationalisation de l'utilisation des manuels scolaires et l'amélioration du niveau de l'efficacité de leur gestion,
- L'ouverture d'un troisième lycée d'excellence à Nouakchott réservé exclusivement aux sciences naturelles,
- Le démarrage effectif d'une école de génie civil à Aleg,
- La création d'un institut supérieur pour les langues afin de combler le déficit constaté au niveau du système de la formation initiale et répondre aux besoins du secteur public et privé dans les domaines de la formation des langues,
- La centralisation de l'orientation des étudiants dans un souci de transparence, d'équité et l'introduction des nouvelles écoles de formation professionnelle dans les choix offerts aux méritants des bourses à l'étranger. En effet l'école des mines et l'école supérieure polytechnique sont devenues des choix pertinents,
- La poursuite des efforts visant l'amélioration des conditions de vie des étudiants et la généralisation de la bourse au niveau de la faculté de médecine et la création d'une bourse pour le master,
- Le recrutement des professeurs agrégés au profit de la faculté de médecine afin de satisfaire les besoins nés de l'augmentation continue du nombre des étudiants et la diversité des spécialités.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la stratégie du gouvernement en matière de formation professionnelle, de l'emploi et des nouvelles technologies, la politique du secteur a mis l'accent sur deux axes principaux:

1. L'extension des opportunités de l'emploi et l'insertion ouvertes devant les mauritaniens.

C'est ainsi que plus de 2.000 personnes ont été embauchées par certaines sociétés, notamment dans le secteur minier. Cela a eu comme conséquence d'augmenter le nombre de postes dans ce secteur pour atteindre 15.500 emplois. La première édition du salon d'emploi a été organisée en collaboration avec la Fédération des Employeurs de Mauritanie,

cela a ouvert de nouveaux horizons en matière d'emploi. 15 maisons de prestation de service ont été créées. Elles font travailler 160 diplômés de l'enseignement général et d'enseignement technique. 60 nouveaux diplômés ont été insérés dans le secteur agricole. Le nombre des diplômés insérés dans ce secteur a atteint 180,2.

L'amélioration de l'adéquation de l'expertise de la main d'oeuvre nationale avec les besoins du marché, à travers la mise en place d'un système de formation efficient prenant en compte la formation initiale et la préparation à l'accès aux emplois d'une part, et l'organisation de la formation continue d'autre part, afin de pouvoir faire face aux besoins de l'économie nationale dans le présent et au futur. Dans ce domaine, la capacité d'accueil des centres de formation professionnelle a été portée à 4.623 en 2012. Beaucoup de projets ont été lancés pour renforcer les

capacités institutionnelles, les compétences et les expertises des ressources humaines ont été promues.

Il s'agit notamment du : Programme

d'alphabétisation dans le domaine professionnel, le Programme d'appui à la formation professionnelle (4,5 milliards d'ouguiya), le Programme d'appui aux sortants des Mahadras pour 1 million de dollars et le Programme d'appui à la formation professionnelle par l'apprentissage.

Quant au domaine des nouvelles technologies, la Mauritanie a été reliée au câble marin, et un nouveau point de chute a été mis en place à Nouakchott, ce qui va multiplier par quarante la capacité préexistante de la connexion internationale. La phase préparatoire, pour la mise en place du projet national de connexion par fibre entre les wilayas du pays a été lancée. Une stratégie nationale pour la promotion et le développement des nouvelles technologies a été élaborée pour les cinq années à venir, elle permettra une planification réaliste et adéquate pour l'action du secteur. Le réseau administratif central a été rénové à travers l'amélioration de la station des informations spécifiques à l'administration.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Le département procèdera en 2013 à l'élaboration d'un guide, la réactualisation de la stratégie nationale de l'emploi, l'exploitation des résultats de l'enquête sur les emplois obtenus en 2012, la refonte du Programme national intégré des petites et moyennes entreprises et la mise en place d'un réseau de professionnels au niveau de trente localités, au niveau national à raison de 30 bénéficiaires par unité.

Le programme de formation technique et professionnelle sera lancé pour la réhabilitation de 3 centres au niveau de Sélibaby, Kiffa et Aioun.

L'extension du programme d'appui à la formation technique et professionnelle commencera par la révision et la réorientation à l'enseignement supérieur et l'acquisition de plusieurs équipements pour les collèges techniques. Un référentiel sera élaboré pour la promotion des capacités du flux scientifique et la mise en place d'une connexion nationale spécifique aux régions de l'intérieur à travers un réseau de haute intensité et l'ouverture de cinq nouveaux sites internet, l'élaboration d'une convention avec les opérateurs dans le domaine des télécommunications et l'ouverture de cinq sites de veille sur internet. Des bases organisationnelle et institutionnelle seront mises en place pour la société mauritanienne de l'information, à travers l'adoption d'un ensemble de projets spécifiques aux données personnelles, aux informations sur le commerce électronique et les documents chiffrés.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

En matière de politique étrangère, l'action du gouvernement a été menée en privilégiant l'intérêt suprême de la Nation et le renforcement de son rôle dans les différents espaces de ses appartenances arabes, africaines, islamiques et internationales, et partant du devoir de soutenir les causes justes et le principe du dialogue et la coopération fructueuse. Dans ce cadre, la diplomatie mauritanienne a oeuvré sans relâche pour l'impulsion de la coopération maghrébine, le raffermissement des relations avec les pays arabes et africains. Nous allons continuer à travailler avec nos amis arabes, africains et européens en particulier pour maintenir la paix et la sécurité dans la zone du Sahel. Nous allons aussi appuyer tous les efforts visant l'éradication du terrorisme et le recouvrement de la République soeur du Mali de son intégrité territoriale et sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire national, la résolution à l'amiable de tous les conflits armés qui opposent les composantes du même peuple au niveau de ce pays frère.

Par ailleurs, nous allons, aussi, appuyer la paix totale, permanente et équitable dans la zone arabe notamment les efforts visant la résolution de la crise syrienne à travers le dialogue entre les parties en conflit pour l'avènement d'un règlement pacifique.

La Mauritanie reste convaincue de la nécessité de réussir le processus de paix au Moyen Orient et le retrait israélien des terres arabes occupées, avec la création d'un Etat palestinien indépendant ayant pour capitale El Qods Echerif.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs

En 2012, le gouvernement a continué sa politique de défense efficace afin de faire face aux défis sécuritaires divers. De manière concrète, de nouvelles infrastructures ont été réalisées, et le programme d'acquisition de matériels performants, de formation et d'entraînement des effectifs a été poursuivi. Les efforts ont été axés sur l'amélioration du cadre de travail et de vie des unités de l'armée et de la gendarmerie nationales, par la construction de postes de commandement à Nouakchott, Aioun et Aleg. Ces actions ont permis de maintenir les groupes armés terroristes hors de nos frontières.

La direction générale du service de santé des forces armées et de sécurité s'attelle à procurer aux militaires et à leurs familles un service de soins de proximités adéquat. Bientôt une école de santé affiliée aux forces armées et de sécurité va être pour améliorer leurs conditions de santé.

Le niveau opérationnel des forces armées de l'air et de la marine a permis de mieux faire face au terrorisme, à l'immigration et au trafic. Et en raison du caractère transnational de ces phénomènes, la Mauritanie n'a cessé de développer et de consolider des relations de coopération avec les pays voisins et amis dans un cadre bilatéral et multilatéral, en vue d'une prise en charge efficiente de ces menaces.

Ces mesures réunies ont permis à nos forces armées de défendre honorablement notre territoire et d'assurer la sécurité de nos citoyens et de leurs biens.

En 2013, le gouvernement poursuivra son programme ambitieux d'acquisition de matériels de haute qualité, de construction de nouveaux édifices, de formation et d'entraînement des membres des forces armées et de sécurité. L'aspect social occupera la place qui lui revient dans la politique globale de réforme du secteur de la défense, de sa mise à niveau et sa restructuration.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Nous venons d'aborder sommairement les réalisations du Gouvernement durant l'année écoulée, et les grandes lignes de notre programme pour l'année 2013, conformément aux priorités retenues.

Le Programme Emel 2012 a été une expérience réussie en matière de riposte à la sécheresse aigue qui constituait une sérieuse menace pour les populations et le capital que constituent les ressources animales. Grâce à ce programme, le gouvernement a pu relever les défis à travers l'appui accordé aux populations et le secours efficace pour la préservation du cheptel. Grâce à cette expérience, et à sa politique de proximité et de présence sur le terrain, visant l'identification des problèmes des populations et la recherche des solutions adéquates, le Gouvernement est désormais mieux armé et plus outillé pour faire face aux défis d'urgence et aux crises.

Le Gouvernement continuera à relever les défis liés à l'amélioration des conditions de vie des populations, dans le cadre d'une distribution équitable des richesses nationales, à travers la généralisation de l'accès au service public : éducation, santé, eau, électricité, infrastructures routières, modernisation des villes, ainsi que toutes les autres réalisations tendant à élever le niveau de vie des populations.

Les efforts seront intensifiés pour renforcer la gouvernance économique et la lutte contre la gabegie, en vue d'une meilleure compétitivité de notre économie. Par ailleurs, les efforts se poursuivront pour assurer une bonne gestion des moyens de l'Etat, ainsi que la multiplication des programmes destinés aux populations défavorisées.

Dans le domaine de la sécurité et de la défense nationale, le gouvernement suivra avec vigilance le développement de la situation dans la sous région. Il continuera à mettre l'accent sur la préparation de nos forces armées et de leur capacité d'intervention. Les voies qui consistent à mettre en avant le dialogue et la réconciliation entre les parties en conflit restent cependant privilégiées.

Enfin, le gouvernement apportera son appui à la Commission Nationale Electorale Indépendante dans le but de mettre en place, le plus vite possibles, les conditions nécessaires à la tenue des prochaines élections.

Ce sont brièvement les nobles missions et les grands projets auxquels l'ensemble des Mauritaniens sont conviés à participer et à y contribuer, chacun en ce qui le concerne ".